



PRÉFET DE LA RÉUNION

Préfecture

Secrétariat général

Saint-Denis, le 10 septembre 2018

ARRÊTÉ N° 1722

portant délégation de signature
à **M. Philippe SIMON**
directeur de l'alimentation, de l'agriculture
et de la forêt de La Réunion

**LE PRÉFET DE LA RÉUNION,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite**

- VU** la loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;
- VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, ensemble le décret d'application n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** le décret n°2010-1582 du 17 décembre 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'Etat dans les départements et les régions d'outre-mer, à Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon ;
- VU** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU** le décret du 29 juin 2017 portant nomination de **M. Amaury de SAINT-QUENTIN**, préfet de la Région Réunion, préfet de La Réunion ;
- VU** l'arrêté ministériel du 7 décembre 2015 nommant **M. Philippe SIMON** directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de La Réunion ;
- VU** l'arrêté ministériel du 13 juin 2018 nommant **M. Bertrand GUIZARD** directeur-adjoint de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de La Réunion ;
- SUR PROPOSITION** du secrétaire général de la préfecture de La Réunion,

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Délégation est donnée à **M. Philippe SIMON**, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de La Réunion, à l'effet de signer tous les actes se rapportant à l'activité de ses services, à l'exception :

- des décisions réglementaires de portée générale, ainsi que toutes les correspondances destinées aux administrations centrales et comportant propositions de décisions ou comptes-rendus d'activité ;
- des conventions conclues avec les collectivités territoriales ou leurs établissements publics ;
- des recours devant les juridictions ;
- des correspondances adressées aux élus sauf lorsque la correspondance a pour objet la notification ou la transmission aux maires des communes, en leur qualité de représentant légal d'une collectivité territoriale, de procédures réglementées faisant suite aux contrôles menés par le service Alimentation de sa direction ;
- des correspondances adressées aux administrations centrales ;
- des conventions d'utilisation ou baux se rapportant aux biens immobiliers occupés par les services.

ARTICLE 2 : Délégation est donnée à **M. Philippe SIMON**, directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de La Réunion, à l'effet de signer les actes se rapportant aux fonctions de :

- **responsable des BOP délégué pour la** conduite et le pilotage des politiques de l'agriculture (BOP 215) et la sécurité et la qualité sanitaire de l'alimentation (BOP 206)
- **et de responsable d'unité opérationnelle** sur le programme économie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestière (BOP 149)

ARTICLE 3 : Délégation lui est également donnée à l'effet de signer, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué et de **responsable d'unité opérationnelle**, les actes se rapportant à l'exécution des dépenses et des recettes des BOP mentionnés à l'article 2 et des BOP non déconcentrés des départements ministériels dont relève son activité.

ARTICLE 4 : Délégation de signature est donnée, en ses qualités d'ordonnateur secondaire délégué et de chef de service instructeur de dossiers FEADER, à **M. Philippe SIMON**, directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de La Réunion, pour :

- procéder à l'engagement, la liquidation et l'ordonnancement des dépenses du fonds européen d'aménagement et de développement rural (FEADER) ;
- signer les certificats de services faits, certificats de paiement, correspondances et tous documents nécessaires à l'instruction et au suivi des dossiers correspondants.

La délégation ainsi consentie concerne les mesures gérées par le directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt.

ARTICLE 5 : Délégation est donnée à **M. Philippe SIMON** à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés, conventions, avenants, mandats associés aux dépenses mentionnées aux articles 2, 3 et 4.

ARTICLE 6 : **M. Philippe SIMON** est désigné pouvoir adjudicateur au sens de l'article 10 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et est habilité à ce titre à signer tous les actes relatifs aux marchés publics inférieurs aux seuils de procédure formalisée prévus par les dispositions de l'article 27 du décret du 25 mars 2016 susvisé.

ARTICLE 7 : Délégation est donnée à **M. Philippe SIMON** à l'effet de signer les décisions portant attribution de subvention à l'exception des :

- subventions aux collectivités locales ;
- subventions aux autres bénéficiaires dont le montant est supérieur à 300 000 €.

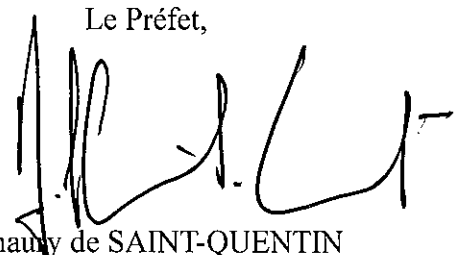
ARTICLE 8 : En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Philippe SIMON**, délégation de signature est donnée dans les matières mentionnées aux articles 1 à 7 ci-dessus, à **M. Bertrand GUIZARD**, directeur adjoint et à **M. Dominique PUECHBROUSSOU** secrétaire général.

ARTICLE 9 : **M. Philippe SIMON** est autorisé, dans toutes les matières mentionnées aux articles 1 à 7, à subdéléguer sa signature à ses subordonnés. Il notifie au préfet les décisions qu'il prend en ce sens.

ARTICLE 10 : L'arrêté n°1223 du 12 juillet 2018 est abrogé.

ARTICLE 11 : Le secrétaire général de la préfecture de La Réunion, le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de La Réunion.

Le Préfet,



Amaury de SAINT-QUENTIN